



GROUPE DE TRAVAIL DU 2 JUIN 2015 COMPTE RENDU

Ce Groupe de Travail comportait comme seul point à l'ordre du jour les fermetures de :

- la Trésorerie de CHATEAU-LANDON,
- la Trésorerie de LA CHAPELLE-LA-REINE
- la Trésorerie de ST FARGEAU PONTIERRY.

Pour la trésorerie de LA CHAPELLE-LA-REINE, le recouvrement impôt sera transféré au SIP de FONTAINEBLEAU, et le SPL sera transféré pour partie à FONTAINEBLEAU et pour partie à NEMOURS (commune de Larchant).

Pour la trésorerie de ST-FARGEAU-PONTIERRY, le recouvrement impôt sera transféré au SIP de MELUN, et le SPL sera transféré pour partie à FONTAINEBLEAU et pour partie à MELUN.

Pour la trésorerie de CHATEAU-LANDON, le recouvrement impôt sera transféré au SIP et SPL de NEMOURS .

La **CGT Finances Publiques 77** a communiqué sa déclaration (jointe en annexe) en préalable à toute discussion et a remis la motion des agents de ST-FARGEAU-PONTIERRY qui refusent la fermeture de leur trésorerie.

Seule la CGT Finances Publiques 77 s'est opposée clairement à ces fermetures

Pour la **CGT Finances Publiques 77**, **il n'est pas question d'accepter l'accompagnement de ces fermetures, et elle se battra avec les agents et les élus pour conserver ces 3 Trésoreries sur leurs lieux d'implantation actuelle.**

Il était prévu de lire la déclaration et de quitter la salle ; Toutefois, devant l'attitude de la direction, surprenante, dans la mesure où elle agissait avec circonspection concernant ces projets de fermeture, et la réponse de M Gaullier suite à notre déclaration, et qui a essayé subtilement de passer très rapidement au volet transfert d'emplois, nous sommes restés pour écouter leurs arguments.

Pour l'heure, il s'agit d'une pré-décision car ces fermetures restent un projet , la direction est en phase de concertation et d'échanges avec les élus nationaux et locaux .

Il faut toutefois préciser que les élus locaux ne sont pas encore informés !

Un point d'étape aura lieu mi-juillet et la décision de fermer ou non les trésoreries sera donnée courant août par le Ministre !

Il est clair que M Gaullier voulait aborder le volet transfert d'emplois sans une discussion de fond ; celle-ci a, en grande partie, porté sur la trésorerie de ST-FARGEAU-PONTIERRY et l'intercommunalité. Sous prétexte que le projet de l'intercommunalité est bien avancé (la fusion de la communauté d'agglomération de Melun Val de Seine et la communauté des communes de Seine Ecole), la direction veut quant à elle « anticiper » en fermant la trésorerie.

Sur la notion de proximité, la direction argumente que la dématérialisation est un atout.

Nous lui avons fait remarquer qu'internet n'était pas utilisé par une partie de la population et n'est pas la solution pour avoir moins d'accueil.

Il a été souligné également le manque d'effectif au SIP de Melun et les difficultés déjà existantes pour l'accomplissement des missions de recouvrement, que ces fermetures étaient encore un coup porté à nos missions de services publics.

La direction a reconnu que le transfert des compétences concernant l'intercommunalité allait engendrer des conséquences non négligeables (c'est un euphémisme !) pour les agents (distances, nouvelle implantation, etc)...

Sur le volet transfert d'emplois : en automne, les agents auront à formuler leurs souhaits pour le 1/1/2016. Seuls les agents titulaires de leur emploi, et qui suivront leur mission, bénéficieront de la prime de restructuration de service. Ce qui signifie que les agents ALD ne sont pas concernés.

De plus, cette prime, que la direction fait miroiter aux agents, est conditionnée avec l'obligation de rester un an sur le nouveau poste occupé : les agents ne pourront donc pas participer au mouvement de mutation national 2016.

Les agents devront donc être vigilants : c'est la prime ou la mutation...

Nous avons quitté la salle avant la fin des débats.

M Gaullier a souhaité nous retenir pour nous donner une dernière information concernant la gestion des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les ESMS, et les établissements d'hébergement pour les personnes âgées et dépendantes, les EHPAD.

La direction envisage de transférer et « professionnaliser » ces missions (La gestion des EHPAD de St Séverin et de Beaumont en Gâtinais est transférée vers la Trésorerie de FONTAINEBLEAU-AVON).

Le CTL devant traiter de ces 3 fermetures se tiendra en Septembre 2015.

Vos représentants : Sylvie RISACHER, Hervé LE DALLIC, Amar ARRAR

GROUPE DE TRAVAIL DU 2 JUIN 2015 DECLARATION

Monsieur le Directeur,

Vous avez annoncé la fermeture de 3 Trésoreries concentrées dans le sud de la Seine et Marne au 1^{er} Janvier 2016.

Lors du CTL du 31 Mars l'annonce était de 3 Trésoreries de petite taille « mais plutôt 2 ».

Quelle surprise d'apprendre la fermeture de la Trésorerie de SAINT FARGEAU PONTIERRY qui n'est pas un poste de petite taille. Quant à l'annonce faite du gel des 2 postes comptables à LA CHAPELLE-LA-REINE et à CHATEAU LANDON, nous avons bien compris qu'il préfigurait la fermeture de ces 2 postes.

La Trésorerie de ST FARGEAU fonctionne bien.

La Trésorerie de LA CHAPELLE LA REINE fonctionne bien. Votre décision d'y affecter un Inspecteur en lieu et place du chef de poste, a fragilisé cette Trésorerie pour mieux la fermer.

Quant à celle de CHATEAU LANDON vous avez organisé la condamnation de ce poste : sous-effectif chronique depuis Septembre 2013 (3 départs à la retraite non remplacés ; 2 en 2013, et 1 en 2014), chef de poste laissé dans le désarroi le plus complet..

Force est de constater que vous refusez de maintenir le réseau de proximité au détriment des agents et des Collectivités.

Nous nous opposons à la destruction pure et simple du maillage territorial, du réseau de proximité de la DGFIP.

Vous invoquez dans les documents préparatoires, reçus seulement 4 jours avant la présente réunion, le changement de la carte de l'intercommunalité pour justifier vos projets.

Pour notre part, cette modification est en lien directe avec la réforme territoriale que le gouvernement met en place, et que la DG s'empresse d'appliquer dès à présent.

Votre projet de fusion-absorption, c'est-à-dire de fermeture de Trésoreries, est une véritable usine à gaz ! Elle dégradera les conditions de travail des agents des 3 Trésoreries fermées comme ceux des services accueillants.

L'accueil tout comme les SIP et les SPL des sites de FONTAINEBLEAU, NEMOURS et MELUN s'en trouvera affecté avec un volume supplémentaire de contribuables, de charges de travail et donc des conditions de travail proches du « burn out ».

Dans un contexte de suppressions d'emploi, ces fusion-absorptions creusent le fossé entre l'effectif fixé par le TAGERFIP et l'effectif réel, ce qui va aggraver une situation pourtant déjà alarmante.

Monsieur le Directeur, avec ces fermetures nous craignons le pire pour les agents concernés.

Nous exigeons donc le maintien de ces 3 Trésoreries, comme de toutes les Trésoreries de proximité de Seine et Marne, dans leur commune d'implantation.

Nous vous remettons ce jour la motion signée de tous les agents de la Trésorerie de ST FARGEAU PONTIERRY vous réclamant de conserver leur Trésorerie.

Les représentants CGT FINANCES PUBLIQUES 77 :
Sylvie RISACHER, Hervé LE DALLIC, Amar ARRAR